



suva



Rappel des obligations aux employeurs

Afin de vous permettre d'assurer une gestion saine et responsable de votre entreprise, nous attirons votre attention sur les principales obligations légales applicables, lesquelles peuvent engager votre responsabilité si elles n'étaient pas respectées.

Ces obligations sont les suivantes :

- En votre qualité d'employeur versant des rémunérations à des salariés, vous avez l'obligation de payer les cotisations sociales AVS, AI, APG, AC, LAA, maternité, allocations familiales, LPP et de fournir les formules prescrites.

Nous attirons votre attention sur l'obligation de l'employeur de déduire sur chaque salaire la cotisation du salarié et de verser celle-ci à la caisse de compensation AVS et à l'assureur LAA avec sa propre cotisation (art. 14 al. 1 de la Loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivants (LAVS) avec les art. 34 et suivants (ss) du Règlement sur l'assurance-vieillesse et survivants (RAVS) et 112 al. 1 de la Loi fédérale sur l'assurance-accidents let. b (LAA)). Il en va de même en ce qui concerne l'ensemble des cotisations sociales susmentionnées.

L'obligation de payer les cotisations sociales est une tâche de droit public prescrite par la loi. L'employeur qui ne s'acquitte pas de cette tâche commet une violation des prescriptions.

- En votre qualité de responsable de l'entreprise, vous devez garantir la tenue de la comptabilité conformément aux art. 957 et ss du Code des obligations (CO), ainsi que la conservation des livres comptables, des documents justificatifs et des rapports annuels, au sens de l'art. 958f CO.
- Si votre entreprise est constituée en personne morale, votre qualité d'administrateur ou de gérant vous oblige à veiller fidèlement aux intérêts de la société conformément aux art. 716 et ss CO (SA) et 810 et ss CO (Sàrl). Vous devez notamment proposer des mesures d'assainissement efficaces dès que le capital est entamé, puis aviser le juge en cas de surendettement, conformément aux art. 725 CO (SA) et 820 CO (Sàrl).

En cas de non-respect des obligations précitées, vous êtes susceptible de tomber sous le coup de différentes infractions pénales, à savoir notamment :

- Omission de l'obligation de verser les cotisations sociales AVS, AI, APG, AC, LAA, maternité, LPP déduites des salaires des employés
 - art. 159 du Code pénal (CP) ;
 - art. 87 al. 4 LAVS ;
 - art. 112 LAA.
- Violation de l'obligation de renseigner et de fournir les décomptes : art. 88 LAVS.
- Violation des infractions commises dans la faillite et la poursuite pour dettes selon les art. 163 et ss CP, à savoir :
 - Banqueroute frauduleuse et fraude dans la saisie : art. 163 CP ;
 - Diminution effective de l'actif au préjudice des créanciers : art. 164 CP ;
 - Gestion fautive : art. 165 CP ;
 - Violation de l'obligation de tenir une comptabilité : art. 166 CP ;
 - Avantages accordés à certains créanciers : art. 167 CP.

Au niveau civil, lorsque vous êtes organe d'une société inscrite au Registre du commerce, vous n'êtes plus protégé par l'existence de cette dernière, en cas de manquement à vos devoirs de gestion. Ainsi, votre responsabilité personnelle pourrait être engagée sur l'ensemble de vos biens pour le dommage causé en manquant à vos devoirs, sur la base des art. 754 (SA) et 827 CO (Sàrl). En cas de faillite, le dommage correspond à l'ensemble des créances non couvertes dans le cadre de la liquidation de la faillite.

Enfin, au niveau administratif, en cas de non-paiement des cotisations sociales, vous pourriez également devoir réparer le dommage sur l'ensemble de vos biens.

A teneur de l'art. 52 LAVS (applicable s'agissant des cotisations AVS, AI, APG, AC et d'allocations familiales) l'employeur qui, intentionnellement ou par négligence, n'observe pas des prescriptions et cause ainsi un dommage à l'assurance, est tenu à réparation. Si l'employeur est une personne morale, les membres de l'administration et toutes les personnes qui s'occupent de la gestion répondent à titre subsidiaire du dommage.

Les extraits des principales bases légales précitées sont énoncés en annexe de ce document.

J'atteste avoir pris connaissance du présent document et de son annexe et en avoir reçu une copie.

Raison sociale / Raison de commerce

Signature(s) : *Représentant (s) de l'entreprise ou titulaire de l'entreprise individuelle*

Lieu et date :

Annexe : extrait des principales bases légales

ANNEXE
EXTRAIT DES PRINCIPALES BASES LÉGALES (état au 1^{er} janvier 2024)

Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants du 20 décembre 1946 (LAVS ; RS 831.10)

Art. 14 Délais de perception et procédure

¹ Les cotisations perçues sur le revenu provenant de l'exercice d'une activité dépendante sont retenues lors de chaque paie. Elles doivent être versées périodiquement par l'employeur en même temps que la cotisation d'employeur.

² Les cotisations perçues sur le revenu provenant de l'exercice d'une activité indépendante, les cotisations des assurés n'exerçant aucune activité lucrative et celles des assurés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations sont déterminées et versées périodiquement. Le Conseil fédéral fixera les périodes de calcul et de cotisations.

Art. 52 Responsabilité

¹ L'employeur qui, intentionnellement ou par négligence grave, n'observe pas des prescriptions et cause ainsi un dommage à l'assurance, est tenu à réparation.

² Si l'employeur est une personne morale, les membres de l'administration et toutes les personnes qui s'occupent de la gestion ou de la liquidation répondent à titre subsidiaire du dommage. Lorsque plusieurs personnes sont responsables d'un même dommage, elles répondent solidairement de la totalité du dommage.

Art. 87 Délits

... celui qui, en sa qualité d'employeur, aura versé à un salarié des salaires dont il aura déduit les cotisations et qui, au lieu de payer les cotisations salariales dues à la caisse de compensation, les aura utilisées pour lui-même ou pour régler d'autres créances,

...

Sera puni d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit frappé d'une peine plus lourde.

Loi fédérale sur l'assurance-accidents du 20 mars 1981 (LAA ; RS 832.20)

Art. 112

¹ Est puni d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus, à moins qu'une infraction plus grave selon une autre loi n'ait été commise, quiconque, intentionnellement:

- a. par des indications fausses ou incomplètes ou d'une autre manière, se dérobe, partiellement ou totalement, à ses obligations en matière d'assurance ou de primes;
- b. en qualité d'employeur, retient les primes sur le salaire d'un travailleur mais les détourne de leur affectation;
- c. en qualité d'organe d'exécution, viole ses obligations, notamment celle de garder le secret, ou abuse de sa fonction au détriment d'un tiers, pour se procurer un avantage ou pour procurer un avantage illicite à un tiers;
- d. en qualité d'employeur ou de travailleur, contrevient aux prescriptions sur la prévention des accidents et des maladies professionnels, mettant ainsi gravement en danger d'autres personnes.

Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP ; RS 311.0)

Art. 159 Détournement de retenues sur les salaires

L'employeur qui viole l'obligation d'affecter une retenue de salaire au paiement d'impôts, de taxes, de primes ou de cotisations d'assurance ou à d'autres fins pour le compte de l'employé et porte ainsi atteinte aux intérêts pécuniaires de celui-ci est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 163 Banqueroute frauduleuse et fraude dans la saisie

1. Le débiteur qui, de manière à causer un dommage à ses créanciers, diminue fictivement son actif, notamment en distrayant ou en dissimulant des valeurs patrimoniales, en invoquant des dettes supposées, en reconnaissant des créances fictives ou en incitant un tiers à les produire est, s'il est déclaré en faillite ou si un acte de défaut de biens est dressé contre lui, puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 164 Diminution effective de l'actif au préjudice des créanciers

1. Le débiteur qui, de manière à causer un dommage à ses créanciers, diminue son actif en endommageant, détruisant, dépréciant ou mettant hors d'usage des valeurs patrimoniales, en cédant des valeurs patrimoniales à titre gratuit ou contre une prestation de valeur manifestement inférieure, en refusant sans raison valable des droits qui lui reviennent ou en renonçant gratuitement à des droits, est, s'il est déclaré en faillite ou si un acte de défaut de biens est dressé contre lui, puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 165 Gestion fautive

1. Le débiteur qui, de manières autres que celles visées à l'art. 164, par des fautes de gestion, notamment par une dotation insuffisante en capital, par des dépenses exagérées, par des spéculations hasardeuses, par l'octroi ou l'utilisation à la légère de crédits, par le bradage de valeurs patrimoniales ou par une négligence coupable dans l'exercice de sa profession ou dans l'administration de ses biens,

cause ou aggrave son surendettement, cause sa propre insolvabilité ou aggrave sa situation alors qu'il se sait insolvable,

est, s'il est déclaré en faillite ou si un acte de défaut de biens est dressé contre lui, puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 166 Violation de l'obligation de tenir une comptabilité

Le débiteur qui contrevient à l'obligation légale de tenir régulièrement ou de conserver ses livres de comptabilité, ou de dresser un bilan, de façon qu'il est devenu impossible d'établir sa situation ou de l'établir complètement, est, s'il est déclaré en faillite ou si un acte de défaut de biens est dressé contre lui à la suite d'une saisie pratiquée en vertu de l'art. 43 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 167 Avantages accordés à certains créanciers

Le débiteur qui, alors qu'il se sait insolvable et dans le dessein de favoriser certains de ses créanciers au détriment des autres, fait des actes tendant à ce but, notamment paie des dettes non échues, paie une dette échue autrement qu'en numéraire ou en valeurs usuelles, donne, de ses propres moyens, des sûretés pour une dette alors qu'il n'y est pas obligé, est, s'il est déclaré en faillite ou si un acte de défaut de biens est dressé contre lui, puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Loi fédérale complétant le Code civil suisse (Livre cinquième : droit des obligations) du 30 mars 1911 – Code des obligations (CO ; RS 220)
--

Art. 725 Menace d'insolvabilité

¹ Le conseil d'administration surveille la solvabilité de la société.

² Si la société risque de devenir insolvable, le conseil d'administration prend des mesures visant à garantir sa solvabilité. Au besoin, il prend des mesures supplémentaires afin d'assainir la société ou propose de telles mesures à l'assemblée générale, pour autant qu'elles relèvent de la compétence de cette dernière. Le cas échéant, il dépose une demande de sursis concordataire.

³ Le conseil d'administration agit avec célérité.

Art. 725a Perte de capital

¹ ... le conseil prend des mesures propres à mettre un terme à la perte de capital. Au besoin, il prend d'autres mesures d'assainissement ou en propose à l'assemblée générale, pour autant qu'elles relèvent de la compétence de cette dernière.

² Les derniers comptes annuels doivent être soumis à un contrôle restreint par un réviseur agréé avant leur approbation par l'assemblée générale si la société n'a pas d'organe de révision. Le conseil d'administration nomme le réviseur agréé.

⁴ Le conseil d'administration et l'organe de révision ou le réviseur agréé agissent avec célérité.

Art. 725b Surendettement

¹ S'il existe des raisons sérieuses d'admettre que les dettes de la société ne sont plus couvertes par les actifs, le conseil d'administration établit immédiatement des comptes intermédiaires à la valeur d'exploitation et à la valeur de liquidation. Il peut être renoncé à l'établissement des comptes intermédiaires à la valeur de liquidation lorsque la poursuite de l'exploitation est envisagée et que les comptes intermédiaires à la valeur d'exploitation ne présentent pas de surendettement. L'établissement des comptes intermédiaires à la valeur de liquidation est suffisant lorsque la poursuite de l'exploitation n'est plus envisagée.

³ S'il ressort des deux comptes intermédiaires que la société est surendettée, le conseil d'administration en avise le tribunal. Celui-ci déclare la faillite ...

⁶ Le conseil d'administration, l'organe de révision ou le réviseur agréé agissent avec célérité.

Art. 754 Responsabilité – Dans l’administration, la gestion et la liquidation

¹ Les membres du conseil d’administration et toutes personnes qui s’occupent de la gestion ou de la liquidation répondent à l’égard de la société, de même qu’envers chaque actionnaire ou créancier social, du dommage qu’ils leur causent en manquant intentionnellement ou par négligence à leurs devoirs.

Art. 827 Responsabilité

Les dispositions du droit de la société anonyme concernant la responsabilité des personnes qui ont coopéré à la fondation de la société ou qui s’occupent de la gestion, de la révision ou de la liquidation de la société s’appliquent par analogie à la société à responsabilité limitée.

Genève, janvier 2024